

de la garnison et liâmes étroitement cette dernière aux ouvriers de Péetrograd. Nos ennemis, au contraire, dans leur situation désespérée et leur désarroi, étaient enclins à prendre pour argent comptant cette légalité soviétiste. Ils voulaient être trompés et nous leur en donnâmes entièrement la possibilité.

Entre nous et les conciliateurs se déroulait une lutte pour la légalité soviétiste. Pour les masses, les Soviets étaient la source du pouvoir. C'était des Soviets qu'étaient sortis Kérénski, Tséré-telli, Skobelev. Mais, nous aussi, nous étions étroitement liés aux Soviets par notre mot d'ordre fondamental : tout le pouvoir aux Soviets. La bourgeoisie tenait sa filiation de la Douma d'Empire ; les conciliateurs tenaient la leur des Soviets, mais ils voulaient réduire à rien le rôle de ces derniers. Nous, nous venions des Soviets, mais pour leur transmettre le pouvoir. Les conciliateurs ne pouvaient encore rompre leurs attaches avec les Soviets ; aussi s'empressèrent-ils d'établir un pont entre la légalité soviétiste et le parlementarisme. A cet effet, ils convoquèrent la Conférence Démocratique et créèrent le Pré-Parlement. La participation des Soviets au Pré-Parlement sanctionnait en quelque sorte leur action. Les conciliateurs cherchaient à prendre la Révolution à l'appât de la légalité soviétiste pour la canaliser dans le parlementarisme bourgeois.

Mais, nous aussi, nous avions intérêt à utiliser la légalité soviétiste. A la fin de la Conférence Démocratique, nous arrachâmes aux conciliateurs leur consentement à la convocation du 2^e Congrès des Soviets. Ce congrès les mit dans un embarras extrême : en effet, ils ne pouvaient s'opposer à sa convocation sans rompre avec la légalité soviétiste ; d'autre part, ils se rendaient parfaitement compte que, par sa composition, ce congrès ne leur promettait rien de bon. Aussi, en appelions-nous d'autant plus instamment à ce congrès comme au maître des destinées du pays et, dans toute notre propagande, nous invitons à le soutenir et à le protéger contre les attaques inévitables de la contre-révolution. Si les conciliateurs nous avaient attrapés sur la légalité soviétiste par le Pré-Parlement sorti des Soviets, nous les attrapions à notre tour sur cette même légalité soviétiste au moyen du 2^e Congrès des Soviets. Organiser une insurrection armée sous le mot d'ordre de prise du pouvoir par le Parti était une chose, mais préparer, puis réaliser l'insurrection, en invoquant la nécessité de défendre les droits du Congrès des Soviets, en était une autre.

De la sorte, en voulant faire coïncider la prise du pouvoir avec le 2^e Congrès des Soviets, nous n'avions nullement l'espoir naïf que ce congrès pouvait par lui-même résoudre la question du pouvoir. Nous étions complètement étrangers à ce fétichisme de la forme soviétiste. Nous menions activement le travail nécessaire dans le domaine de la politique, de l'organisation, de la technique militaire pour nous emparer du pouvoir. Mais nous

couvriions légalement ce travail en nous référant au prochain congrès qui devait décider la question du pouvoir.

Tout en menant l'offensive sur toute la ligne, nous avions l'air de nous défendre. Au contraire, le Gouvernement Provisoire, s'il avait voulu se défendre sérieusement, aurait dû interdire la convocation du Congrès des soviets et, par là-même, fournir à la partie adverse le prétexte de l'insurrection armée, prétexte qui était pour lui le plus avantageux. Bien plus, non seulement nous mettions le Gouvernement Provisoire dans une situation politique désavantageuse, mais nous endormions sa méfiance.

Les membres du gouvernement croyaient sérieusement qu'il s'agissait pour nous du parlementarisme soviétiste, d'un nouveau Congrès où l'on adopterait une nouvelle résolution sur le pouvoir à la manière des résolutions des soviets de Péetrograd et de Moscou, après quoi le gouvernement, se référant au Pré-parlement et à la prochaine Assemblée Constituante, nous tirerait sa révérence et nous mettrait dans une situation ridicule. C'était là la pensée des petits-bourgeois les plus raisonnables, et nous en avons une preuve incontestable dans le témoignage de Kérénski.

Dans ses souvenirs, ce dernier raconte la discussion orageuse qu'il eut dans la nuit du 24 au 25 octobre, avec Dan et autres, au sujet de l'insurrection qui se développait déjà à fond.

« Dan me déclara tout d'abord — raconte Kérénski — qu'ils étaient beaucoup mieux informés que moi et que j'exagérais les événements sous l'influence des communications de mon état-major réactionnaire. Puis il m'assura que la résolution de la majorité du soviets, résolution désagréable « pour l'amour-propre du gouvernement », contribuerait indiscutablement à un revirement favorable de l'état d'esprit des masses, que son effet se faisait déjà sentir et que maintenant l'influence de la propagande bolchevique « tomberait rapidement ».

« D'autre part, d'après lui, les bolcheviks dans leurs pourparlers avec les leaders de la majorité soviétiste s'étaient déclarés prêts à « se soumettre à la volonté de la majorité des soviets » et disposés à prendre « dès demain » toutes les mesures pour étouffer l'insurrection qui « avait éclaté contre leur désir, sans leur sanction ». Dan conclut en rappelant que les bolcheviks « dès demain » (toujours demain !) licencieraient leur état-major militaire et me déclara que toutes les mesures prises par moi pour réprimer l'insurrection ne faisaient qu'« exaspérer » les masses et que, par mon « immixtion », je ne faisais qu'« empêcher les représentants de la majorité des soviets de réussir dans leurs pourparlers avec les bolcheviks sur la liquidation de l'insurrection ».